

COMMUNIQUE

Installation d'une nouvelle base navale au nord de Mayotte L'Etat ne doit pas toléré cette tentative d'ingérence comorienne

Dans un article paru ce lundi 24 mars 2025 sur alwatwan.net on y lit que le président de l'Assemblée des Comores, monsieur Moustadroine Abdou, « a exprimé l'inquiétude de la représentation nationale [comorienne] par rapport à l'idée de la France d'implanter une base navale « sur l'île comorienne de Mayotte ». Ce dernier a dit « joindre la voix de la représentation nationale à celle du gouvernement pour exprimer [leur] ferme désapprobation à cette nouvelle forfaiture, en [se] référant au droit national et au droit international ».

Début mars, le gouvernement comorien avait effectivement vivement critiqué cette annonce du ministre des Outre-mer français d'installer une nouvelle base navale au nord de Mayotte, un territoire français.

Kays Soilihi, l'historien franco-comorien y est également récemment allé de ses commentaires sur les réseaux sociaux.

Encore une fois, on assiste à un grand exercice de rhétorique qui masque une réalité implacable : une dépendance totale à la France. Depuis 1975, les discours enflammés et les postures de défiance se succèdent, mais concrètement, rien ne change. Ce n'est pas une question de volonté, mais de capacités.

Les menaces comoriennes de « reprendre leur destin en main » sonnent creux, car tout le monde sait que cela ne se fera pas sans l'aval du Quai d'Orsay. La diplomatie française dicte les grandes orientations, et personne n'a jamais osé aller au bout de ses proclamations de souveraineté aux Comores. Quant aux appels à se tourner vers la Chine ou la Russie, ils restent des chimères : aucune puissance étrangère ne viendra compenser ce que la France fournit déjà, directement ou indirectement.

Les élites franco-comoriennes elles-mêmes savent très bien où se trouvent leurs intérêts. Le passeport français a plus de valeur que n'importe quel rêve d'indépendance réelle. Il y a là une contradiction flagrante : d'un côté, on prône la rupture, de l'autre, on se plie à toutes les exigences pour bénéficier des avantages de l'ancienne puissance coloniale.

Le problème, c'est que le petit peuple, lui, n'est pas du tout amusé par ce cirque qui dure depuis 50 ans. Il a compris l'impasse et rêve désormais d'une vie meilleure ailleurs. Alors, il prend tous les risques, quitte à braver l'océan sur des kwassa-kwassa de fortune, au péril de sa vie.

Et où trouve-t-il cette vie meilleure ? Ironiquement, dans le département le plus pauvre de France, dans la souffrance des bidonvilles de Mayotte.

Et là encore, cela fait les affaires des dirigeants fantoches, qui y voient une opportunité de jouer leur seul véritable jeu politique : instrumentaliser ce chaos pour déstabiliser Mayotte. Parce qu'après tout, depuis des siècles, ils ne savent faire que ça.

Nous appelons donc les Mahorais à la plus grande vigilance face à ces manipulations. Ne cédez pas à la sirène de l'exploitation de la misère humaine en accueillant ces migrants chez vous. Cet afflux incontrôlé fragilise Mayotte sur tous les plans : l'éducation, la santé, l'économie et bien d'autres secteurs. Sans compter l'insécurité grandissante qu'il génère. Ne vous laissez pas piéger par ce jeu cynique. L'avenir de Mayotte doit se construire dans la stabilité et non dans le chaos organisé par d'autres.

Enfin nous rejetons avec une force inouïe ces tentatives scandaleuses de manipulation comorienne et réaffirmons haut et fort la volonté, maintes fois et démocratiquement exprimée, des Mahorais de rester Français. Notre patience a des limites ! Il est grand temps que notre pays impose enfin le respect de notre choix démocratique de demeurer Français, tant dans la zone qu'au-delà du monde entier. La France est chez elle à Mayotte, et personne ne doit l'oublier. L'État ne doit en aucun cas tolérer, encore moins cautionner, cette ingérence comorienne insupportable dans nos affaires internes. Il est impératif que la base navale de Longoni soit installée sans délai, avec des missions claires, dont la première étant la lutte contre le trafic comorien et africain d'êtres humains qui, par leur invasion, menacent la stabilité et le développement de Mayotte, le 101^{ème} département français.

Rahachiri !

Le Président du Collectif des Citoyens de
Mayotte loi 1901
Fatihou IBRAHIME